

Le gouvernement du Québec entend poursuivre sa lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au Centre-du-Québec

Une journée de consultations se tient aujourd'hui



par Cynthia Giguere-Martel

Voir tous les articles de Cynthia Giguere-Martel

Article mis en ligne le 25 septembre 2009 à 14:33

Réagissez à cet article

Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sam Hamad, tient aujourd'hui à Drummondville une journée de consultations en vue de préparer le prochain Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cet événement s'inscrit dans la tournée de consultation de toutes les régions du Québec. Quelque 50 groupes de défense des droits sociaux, des organismes sociaux, philanthropiques et municipaux, ainsi que des organisations syndicales et patronales et des représentants institutionnels de la région sont réunis.

D'entrée de jeu, le ministre Hamad a été clair sur le fait qu'en aucune façon, le gouvernement du Québec ne veut fuir ses responsabilités en matière de lutte contre la pauvreté.

«Nous reconnaissons que la pauvreté existe, qu'elle est persistante et qu'elle est encore trop présente au Québec, bien que des avancées importantes aient été enregistrées au cours des dernières années. Nous reconnaissons que tous les problèmes ne sont pas réglés, qu'il reste du travail à accomplir pour atteindre nos objectifs. Mais nos efforts auront véritablement un impact que si, partout au Québec, des hommes et des femmes épousent notre démarche et se mobilisent pour répandre les valeurs d'humanisme et de solidarité qui permettront de s'attaquer efficacement à la pauvreté. Aujourd'hui, j'ai senti cette volonté dans le Centre-du-Québec», a mis au fait Sam Hamad.

«Notre gouvernement est résolument engagé à conjuguer développement économique et justice sociale. La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que ses impacts sur la santé des plus démunis, voilà une préoccupation qui interpelle l'ensemble de la société. À cet égard, notre gouvernement entend continuer d'assumer pleinement ses responsabilités», a ajouté Lise Thériault, ministre déléguée aux Services sociaux.

L'objectif de cette rencontre d'aujourd'hui est de noter les besoins de la population afin de cibler les spécificités de chaque ville et par le fait même, améliorer le quotidien des personnes en situation de pauvreté.

Rappelons que le premier plan d'action gouvernemental aura permis d'investir, au terme de l'exercice, 4,5 milliards de dollars.

«Chaque dollar investi dans ce domaine est un dollar qui contribue directement à l'amélioration des conditions de vie de nos semblables. C'est pourquoi il faut aller encore plus loin» a conclu le ministre.

Manifestation

Pendant que les différents représentants discutaient sur le prochain Plan d'action, ce matin, à l'intérieur de l'Hôtel Le Dauphin, une manifestation regroupant quelques membres du Collectif de lutte à la pauvreté Centre-du-Québec s'est tenue à l'extérieur. Ces derniers soutiennent que ces consultations sont bidons et que le ministre connaît parfaitement les besoins des gens en situation de pauvreté. Ils déplorent également que pratiquement rien n'ait été fait et que leurs revendications ne soient pas prises en compte. D'ailleurs en mai dernier, une pétition de près de 100 000 signatures et 1012 lettres d'appui ont été déposées à l'Assemblée nationale et elles ont été ignorées.

De surcroît, selon eux, la question de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ne peut pas être ramenée à de petites actions locales, il faut plutôt aller aux sources du problème.

«C'est illusoire de dire que de développer des actions locales et régionales éliminera la pauvreté au Québec», expose Thérèse Rondeau du Collectif de lutte à la pauvreté Centre-du-Québec et adjointe à la coordination de l'Association des groupes d'éducation populaire autonome Centre-du-Québec.

Parmi leurs revendications, on y retrouve la fin des catégories à l'aide sociale, un rehaussement significatif des prestations d'aide sociale pour qu'elles couvrent les besoins essentiels et un rehaussement du salaire minimum.

«Les prestations d'aide sociale actuelles, soit 568 \$ par mois pour une personne apte à travailler, ne sont pas suffisantes, car elles ne couvrent même pas les besoins les plus élémentaires, déplore-t-elle. De plus, le taux actuel du salaire minimum se situe à plusieurs milliers de dollars en deçà du seuil de pauvreté. Le gouvernement doit prendre acte de ces faits et mettre en place des mesures devenues urgentes. Il est question ici de droits humains et de dignité et non de charité.»



Sam Hamad, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, tient, aujourd'hui à Drummondville, une journée de consultations en vue de préparer le prochain Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.